

Les Guinéens déplorent l'insécurité ainsi que les conduites brutales et inappropriées de leur police

Dépêche No. 654 d'Afrobarometer | Djiba Kaba

Résumé

La question de l'insécurité et de la criminalité est un problème à laquelle la Guinée peine à trouver une réponse efficace depuis quelques années. Le banditisme, les vols à main armée, les braquages routiers, les attaques de coupeur de route, les agressions et les introductions par effraction sont devenus récurrents dans le pays (Diallo, 2023 ; Raynal, 2023). Cette insécurité est imputable peut-être au faible maillage du pays par les dispositifs sécuritaires et au manque de personnels sécuritaires (Bangoura, 2021 ; Seneplus, 2015).

A ces problèmes s'ajoutent les bavures et les violences policières qui mettent également en cause la sécurité des Guinéens. Le droit de manifester et de diffuser ses idées est reconnu aux citoyens guinéens par la Constitution, la Charte de la Transition ainsi que la charte des partis politiques de Guinée (République de Guinée, 1991, 2021, 2020). Mais souvent les marches de protestation en Guinée riment avec la violence nourrie par des affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre. Au cours des trois dernières années, plusieurs dizaines de Guinéens ont trouvé la mort en protestant contre le projet de modification de la Constitution de l'ex-Président Alpha Condé, contre le manque d'électricité, contre les mesures barrières mises en place pendant la pandémie de COVID-19 et lors des revendications à l'endroit de la junte actuelle au pouvoir (Amnesty International, 2020 ; Kum, 2022).

Cette dépêche rend compte d'un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les évaluations des Guinéens sur le professionnalisme de leur police.

Les résultats montrent un sentiment croissant d'insécurité parmi les Guinéens, dont la majorité désapprouvent la performance du gouvernement dans la lutte contre la criminalité.

Parmi ceux qui ont eu de contact avec la police, la majorité ont dû verser un pot-de-vin pour obtenir l'assistance de la police ou pour s'éviter des ennuis.

En plus, des majorités estiment que la police utilise une force excessive lors des manifestations et avec des suspects criminels, arrêtent des conducteurs sans raison valable et s'engage dans des activités criminelles. Peu de citoyens affirment qu'elle agit régulièrement de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en

cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Guinée, conduite par Stat View International, s'est entretenue avec 1.200 adultes guinéens en août 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Guinée en 2013, 2015, 2017 et 2019.

Résultats clés

- Près de la moitié (46%) des Guinéens déclarent ne s'être pas sentis en sécurité dans leur quartier au moins une fois au cours des 12 derniers mois, et 40% disent avoir craint d'être victimes de crime à domicile.
 - Ces expériences d'insécurité sont en hausse depuis 2015 et sont plus fréquentes en ville qu'en milieu rural.
- Un Guinéen sur neuf (11%) déclarent avoir eu recours à l'assistance de la police au cours des 12 derniers mois, et plus du quart (27%) disent avoir eu affaire à elle dans d'autres circonstances.
 - Parmi ceux qui ont demandé l'aide de la police, 40% disent qu'il était difficile d'obtenir ce dont ils avaient besoin, et plus de la moitié (54%) ont dû verser un pot-de-vin.
 - Parmi ceux qui ont eu affaire à la police dans d'autres situations, les deux tiers (66%) disent avoir dû verser un pot-de-vin pour éviter des problèmes.
- Plus de quatre sur 10 (42%) des répondants pensent que « la plupart » ou « tous » les policiers/gendarmes sont impliqués dans des affaires de corruption.
- La majorité des Guinéens estiment que « parfois », « souvent » ou « toujours », la police utilise une force excessive lors des manifestations (71%) ou avec les suspects de crime (71%), arrête les conducteurs sans raison valable (70%) et s'engage dans des activités criminelles (59%).
- Seuls 22% des Guinéens disent que la police agit « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respectent les droits de tous les citoyens.
- La majorité (58%) des citoyens ne sont pas satisfaits des efforts déployés par le gouvernement dans la lutte contre la criminalité.

Sentiment d'insécurité

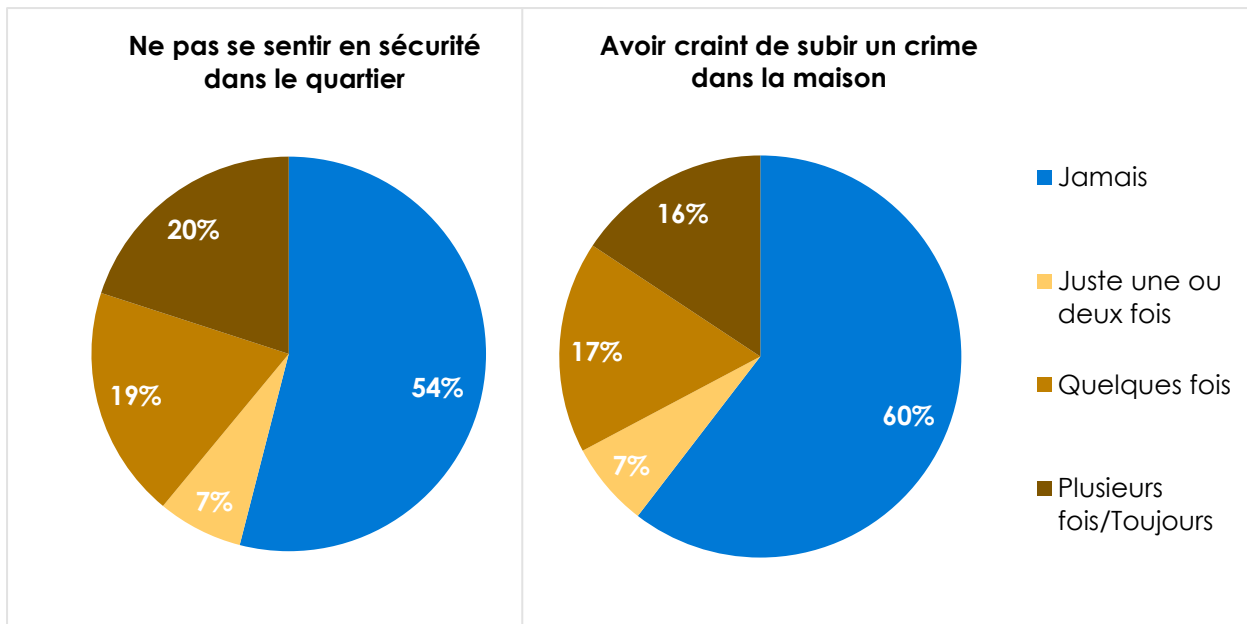
La sécurité est un déterminant de la qualité de vie et devrait être garantie à chaque citoyen. Elle fait donc partie des devoirs des gouvernants. Est-ce que les Guinéens se sentent en sécurité ?

Près de la moitié (46%) des Guinéens déclarent ne s'être pas sentis en sécurité dans leur quartier au moins une fois au cours des 12 derniers mois, y compris 20% qui disent avoir vécu ce manque de sécurité « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 1).

Quatre citoyens sur 10 (40%) disent avoir craint de subir un crime dans leur propre maison, dont 16% fréquemment.

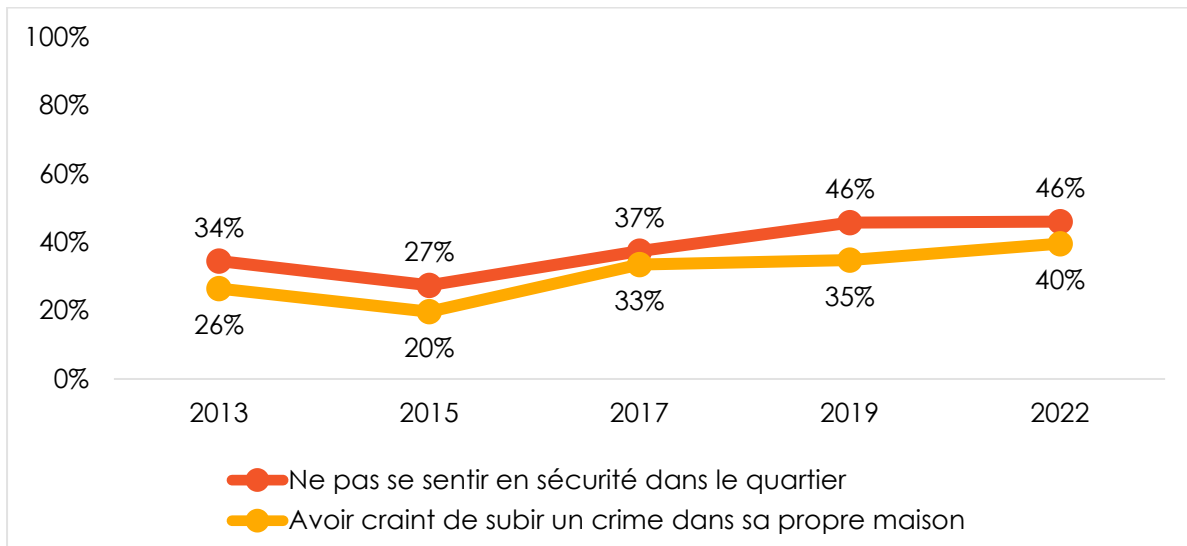
La peur de subir un crime chez soi a doublé depuis 2015, pendant que le sentiment d'insécurité dans le quartier connaît une hausse de 19 points de pourcentage sur la même période (Figure 2).

Figure 1 : Sentiment d'insécurité | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ?

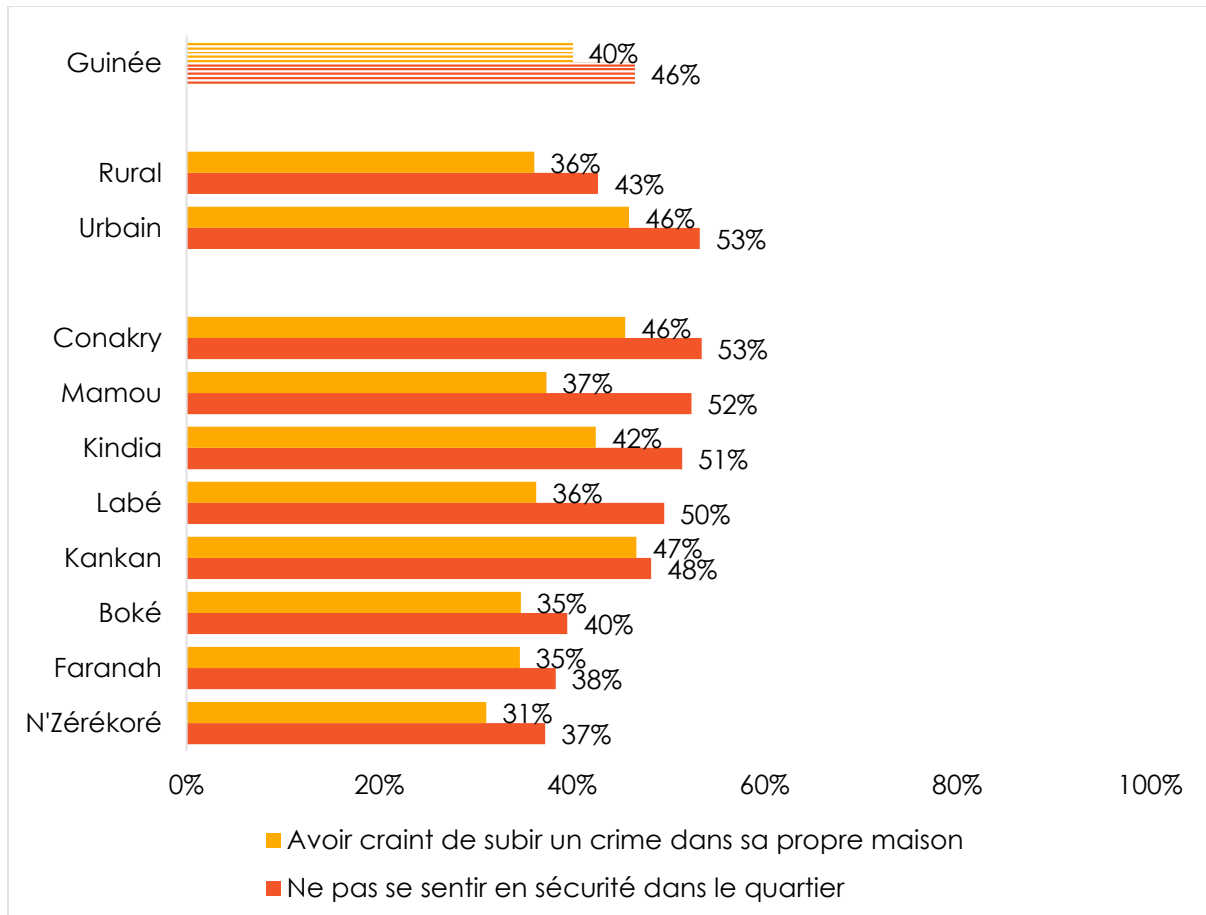
Figure 2 : Sentiment d'insécurité | Guinée | 2013-2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelque fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

La peur de subir un crime dans sa propre maison est plus répandue parmi les citadins (46%) et dans les régions de Kankan (47%) et Conakry (46%) que parmi les ruraux (36%) et dans les autres régions de la Guinée (Figure 3). Quant au sentiment d'insécurité dans le quartier, il est plus ressenti par les citadins que les ruraux (53% vs. 43%), et par les habitants de Conakry (53%), Mamou (52%), Kindia (51%), Labé (50%) et Kankan (48%).

Figure 3 : Sentiment d'insécurité | par milieu de résidence urbain-rural et région
 | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille : Ne vous êtes pas sentis en sécurité dans votre quartier ? Avez-vous craint de subir un crime dans votre propre maison ? (% qui disent « juste une ou deux fois », « quelque fois », « plusieurs fois » ou « toujours »)

Proximité des services de sécurité

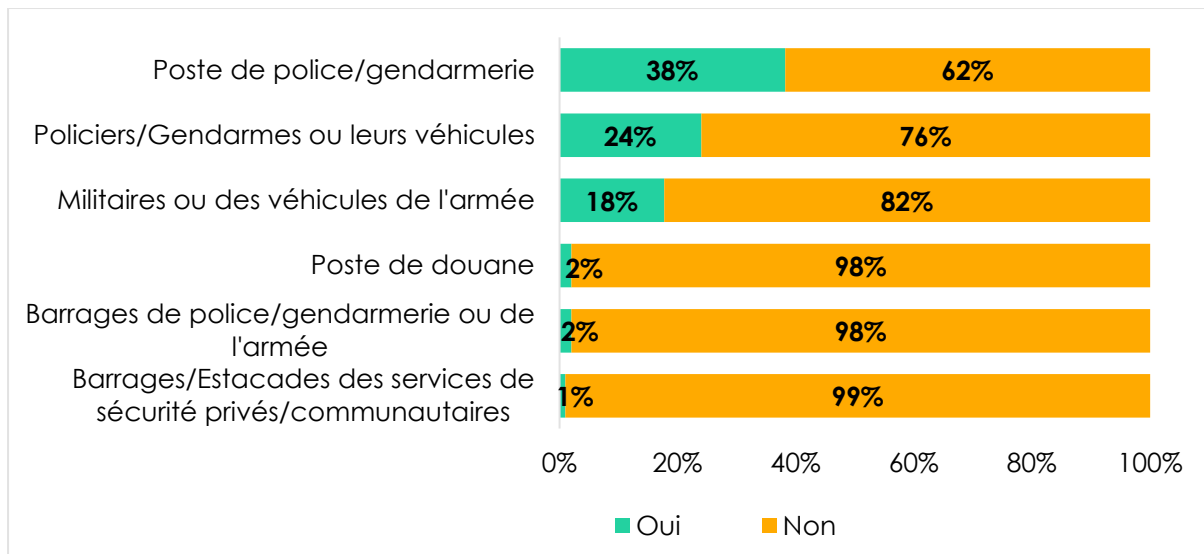
La présence de services de sécurité au niveau des localités est l'un des facteurs qui peuvent influencer le sentiment de sécurité de la population.

Durant la phase de collecte des données sur le terrain, les équipes d'Afrobarometer font des observations dans chaque zone de dénombrement (ZD) qu'elles visitent sur les services et les installations disponibles dans la zone. Comme les ZD visitées sont sélectionnées pour représenter la population du pays dans son ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité de ces infrastructures et services.

Des résultats, il ressort que dans ou à proximité de 38% des zones visitées, les équipes d'Afrobarometer ont constaté la présence d'un poste de police ou de gendarmerie (Figure 4). Des policiers/gendarmes ou leurs véhicules ont été aussi vus dans 24% des ZD. Quant aux militaires ou véhicules de l'armée, leur présence a été observée dans 18% des ZD.

Par contre, les autres dispositifs de sécurité comme les postes de douane, les barrages de police/gendarmerie ou de l'armée ainsi que les barrages ou estacades des services de sécurité privés ou communautaires n'ont pas été aperçus par les équipes dans la quasi-totalité des ZD visitées.

Figure 4 : Proximité des services sécuritaires | Guinée | 2022



Questions posées aux enquêteurs :

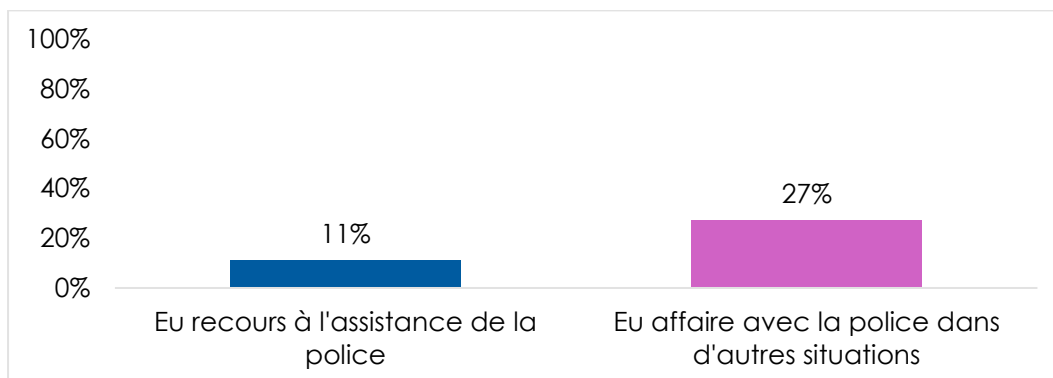
Les infrastructures suivantes sont-elles disponibles dans cette unité d'échantillonnage/zone de dénombrement ou à distance de marche de celle-ci : Poste de police/gendarmerie ? Dans la ZD, avez-vous (ou l'un de vos collègues) vu : Des policiers ou des véhicules de police/gendarmerie ? Des militaires ou des véhicules de l'armée ? Des barrages routiers en place par la police/gendarmerie ou l'armée ? Des postes de douane ? Des barrages ou estacades mis en place par des services de sécurité privés ou par la communauté locale ?

Contact avec la police

La facilité d'accès aux services de police contribue à la qualité des services de sécurité. Un sur neuf Guinéens (11%) déclarent avoir eu recours à l'assistance de la police au cours des 12 derniers mois, et 27% ont eu affaire avec elle dans d'autres situations, comme les postes de contrôle ou au cours des arrêts de contrôle d'identité ou d'une enquête (Figure 5).

En résumé, 6% des citoyens guinéens déclarent avoir eu tous ces deux types de contact avec la police, c'est-à-dire avoir eu recours à son assistance et avoir eu d'autres rencontres inopinées avec elle, tandis que les deux tiers (67%) déclarent ne pas avoir eu d'interactions avec elle au cours de la dernière année.

Figure 5 : Contact avec la police | Guinée | 2022



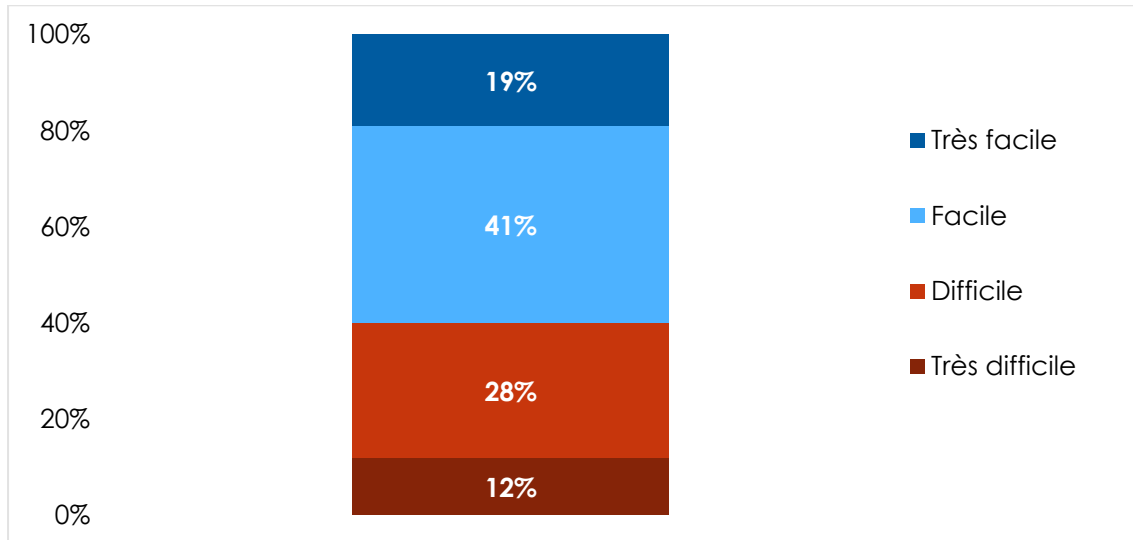
Questions posées aux répondants : Pendant les 12 derniers mois :

Avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? Combien de fois avez-vous eu affaire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ?

Parmi les répondants ayant eu recours à l'assistance de la police au cours des 12 derniers mois, six sur 10 (60%) affirment qu'il était « facile » (41%) ou « très facile » (19%) pour eux d'obtenir ce dont ils avaient besoin (Figure 6).

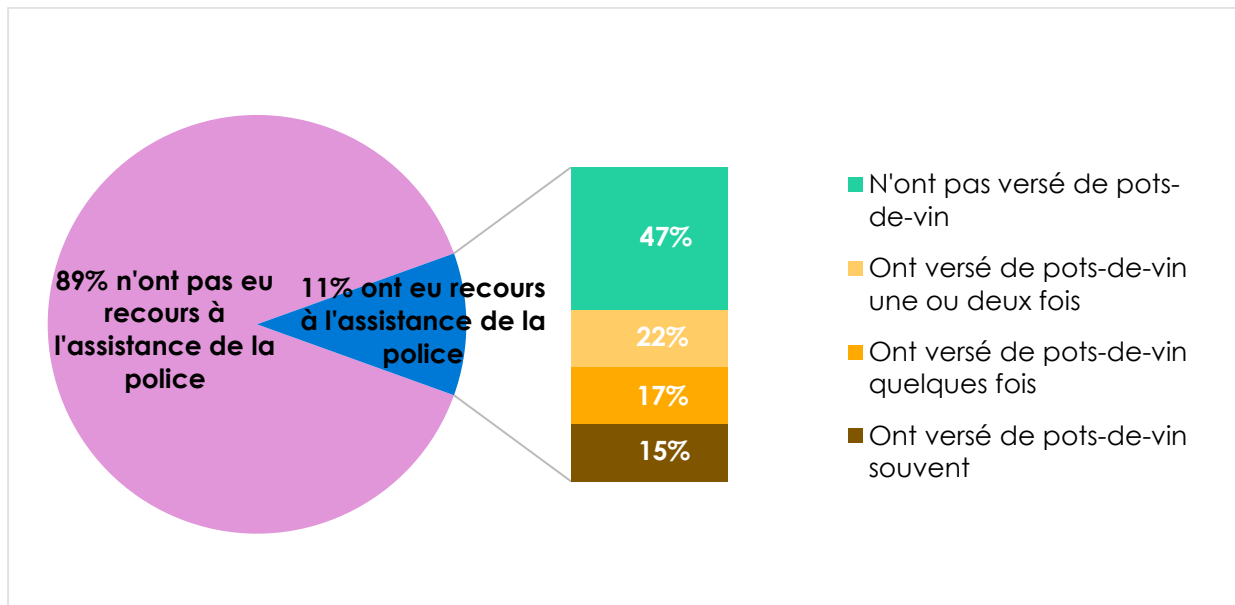
Toutefois, beaucoup (40%) disent que c'était difficile pour eux d'obtenir ce qu'ils voulaient, et plus de la moitié (54%) ont dû payer des pots-de-vin avant d'être servis, y compris les 15% qui l'ont payé « souvent » (Figure 7).

Figure 6 : Facilité d'obtenir l'assistance de la police | Guinée | 2022



Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : Était-ce facile ou difficile d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

Figure 7 : Paiement de pots-de-vin pour obtenir l'assistance de la police | Guinée | 2022

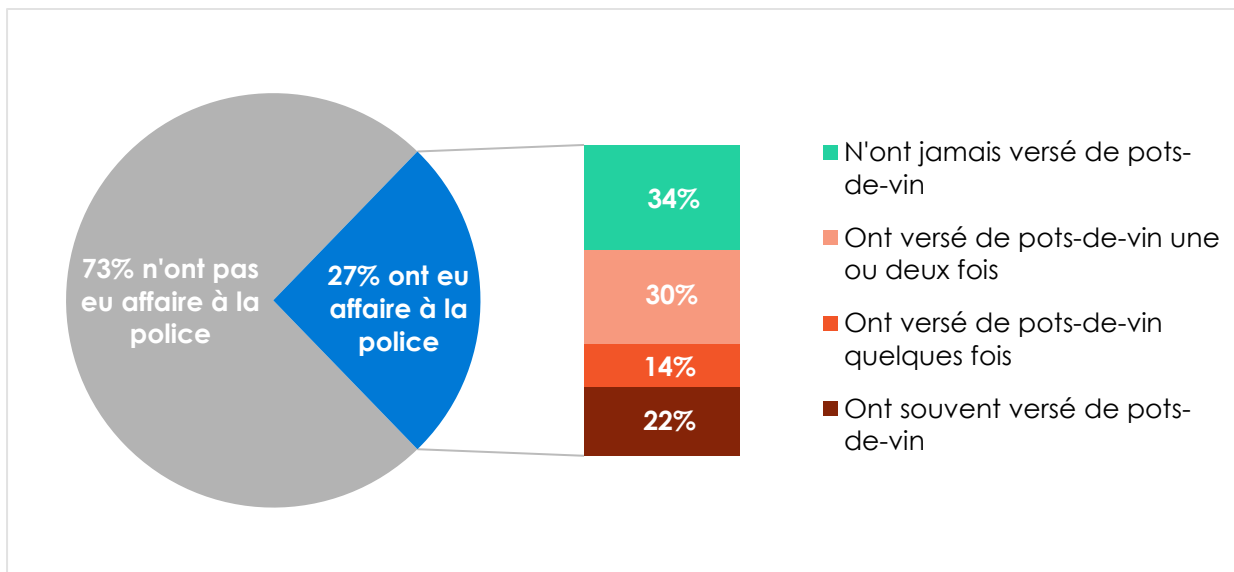


Question posée aux répondants qui ont eu recours à la police : Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ? (Les répondants qui n'ont pas eu recours à l'assistance de la police sont exclus.)

Parmi les Guinéens qui ont eu contact avec la police dans d'autres situations, deux tiers (66%) affirment avoir versé des pots-de-vin au moins une fois, dont 22% qui l'ont fait « souvent » (Figure 8).

Pour résumer l'expérience de tous les adultes guinéens au cours de l'année écoulée, 21% ont versé un pot-de-vin au moins une fois pour obtenir l'aide de la police, pour éviter un problème avec la police, ou les deux.

Figure 8 : Paiement de pots-de-vin pour éviter des ennuis avec la police | Guinée | 2022



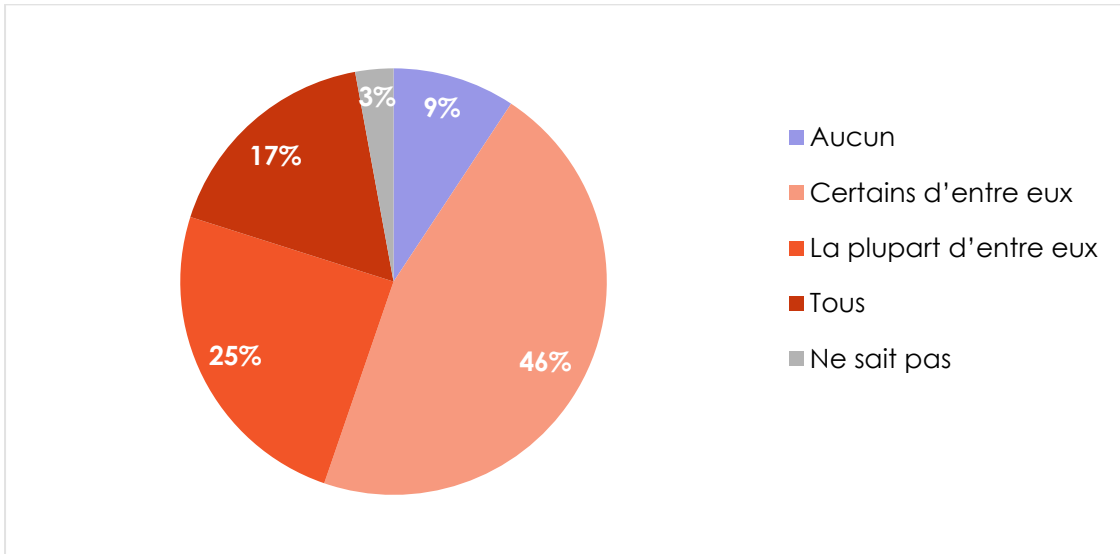
Question posée aux répondants qui ont eu affaire à la police dans d'autres circonstances : Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ? (Les répondants qui n'ont pas eu affaire à la police dans d'autres circonstances sont exclus.)

La corruption policière est un phénomène qui se propage de plus en plus ces derniers temps dans les sociétés africaines (Transparency International, 2020).

En tenant compte du nombre de Guinéens qui déclarent personnellement avoir versé des pots-de-vin à la police, il n'est certainement pas étonnant que plus de quatre répondants sur 10 (42%) estiment que « la plupart » ou « tous » les policiers/gendarmes soient impliqués dans des affaires de corruption, en plus des 46% qui pensent que « certains d'entre eux » le sont (Figure 9). Parmi les institutions publiques clés sur lesquelles les questions ont été posées, la police rejoint les juges/magistrats (43% la plupart/tous) et les agents des impôts (42%) comme ceux qui sont le plus largement considérés comme corrompus.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 9 : Corruption perçue au sein de la police/gendarmerie | Guinée | 2022



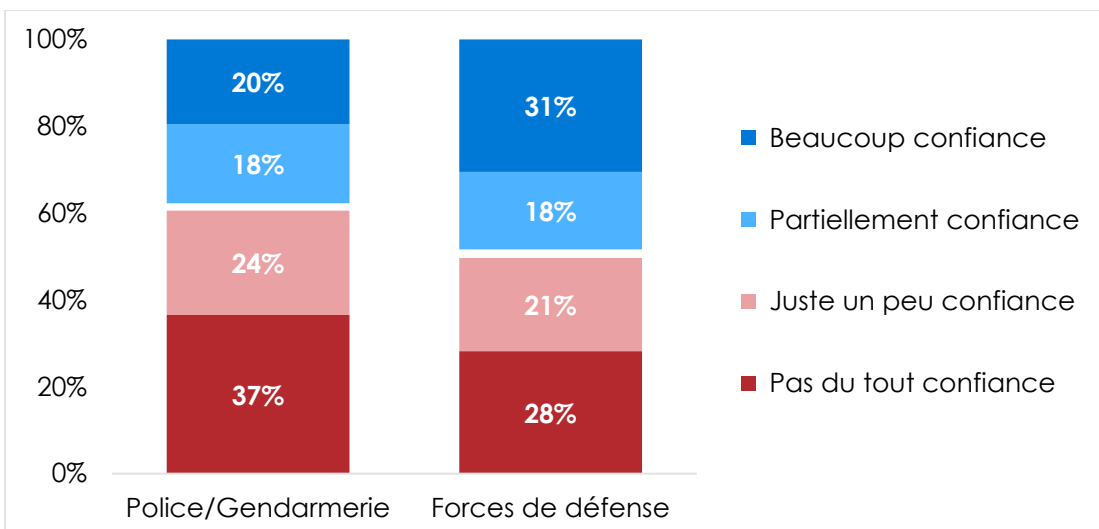
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des policiers ou gendarmes sont impliqués dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Confiance aux forces de sécurité

Il existe un lien intrinsèque entre la corruption et la confiance populaire (Kos, 2014). Vu le niveau de perception de la corruption au sein de la police guinéenne, il est peu surprenant que seulement 38% des citoyens disent lui faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance (Figure 10). La confiance aux forces de défense, quant à elle, divise les Guinéens : Une moitié (49%) des répondants disent leur faire confiance tandis que l'autre moitié (49%) est plutôt méfiante.

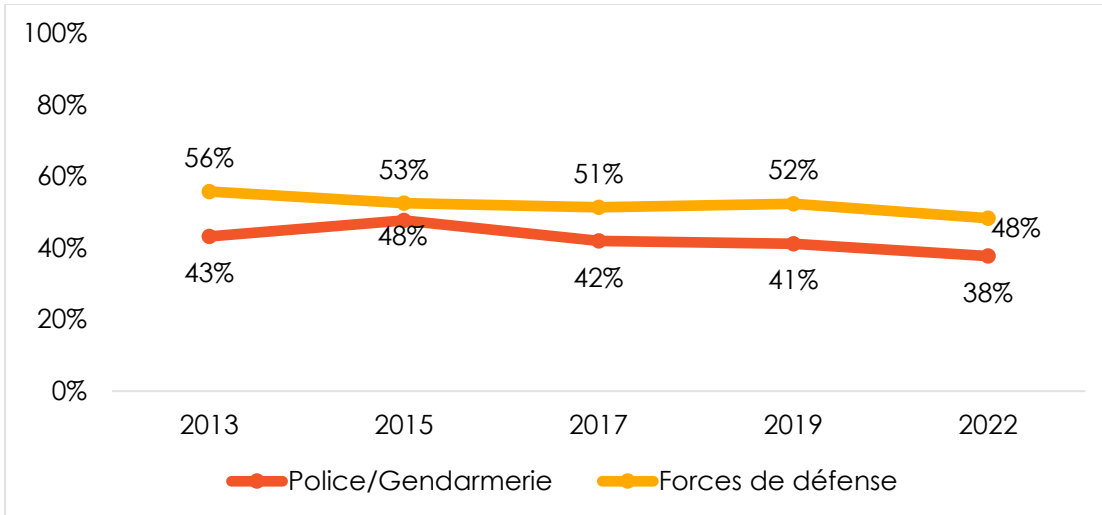
La confiance à la police/gendarmerie a chuté de 10 points de pourcentage depuis 2015, celle aux forces de défense de 5 points (Figure 11).

Figure 10 : Confiance envers les forces de l'ordre et de défense | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ? Les forces de défense de la Guinée ?

Figure 11 : Confiance envers les forces de l'ordre et de défense | Guinée
 | 2013-2022



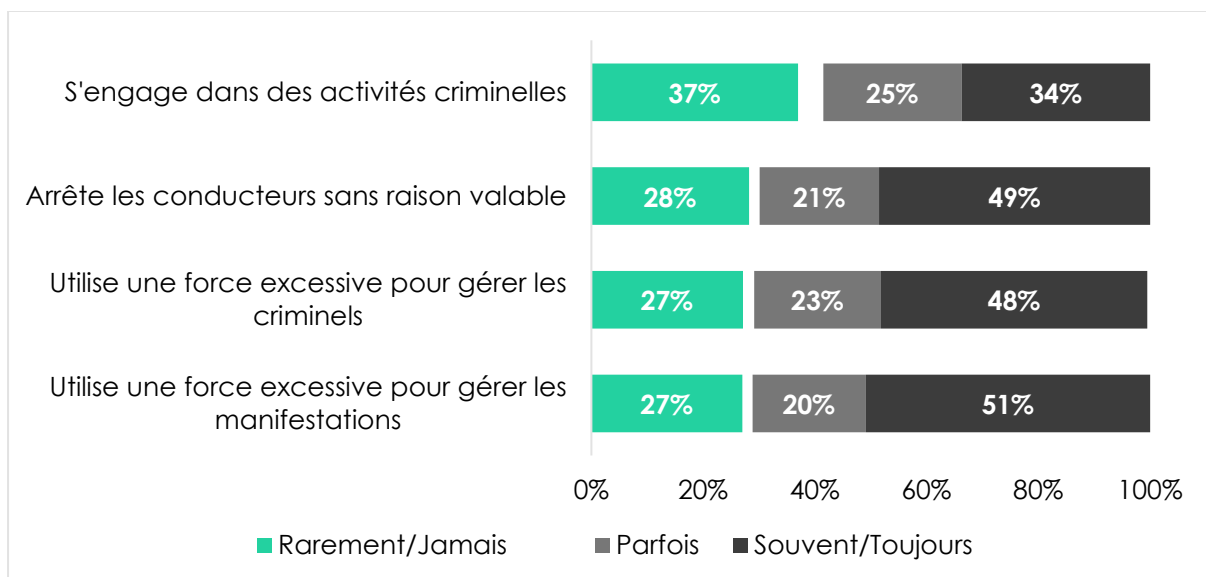
Questions posées aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : La police ou gendarmerie ? Les forces de défense de la Guinée ? (% qui disent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

Conduites policières

La brutalité policière désigne diverses violations des droits humains par les forces de police. Elle se caractérise souvent par l'usage excessif de la violence sur les suspects et les manifestants (De Lagasnerie, 2020).

La majorité des Guinéens pensent que « parfois », « souvent » ou « toujours » leur police utilise une force excessive pour gérer les manifestations (71%) ou avec les personnes suspectées d'un crime (71%), arrête les conducteurs sans raison valable (70%) et s'engage dans des activités criminelles (59%) (Figure 12).

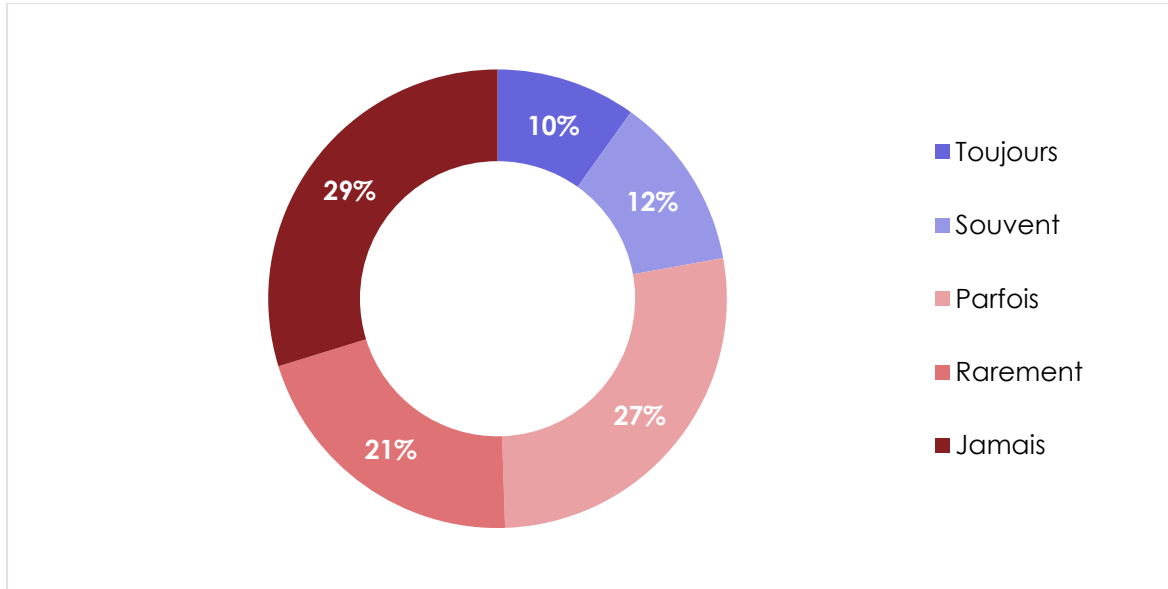
Figure 12 : Brutalité et conduites inappropriées de la police | Guinée | 2022



Questions posées aux répondants : À votre avis, à quelle fréquence la police en Guinée ... ?

Seulement 22% des Guinéens estiment que leur police agit « souvent » ou « toujours » de manière professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens, tandis que la moitié (50%) pensent qu'elle adopte « rarement » ou « jamais » un tel professionnalisme (Figure 13).

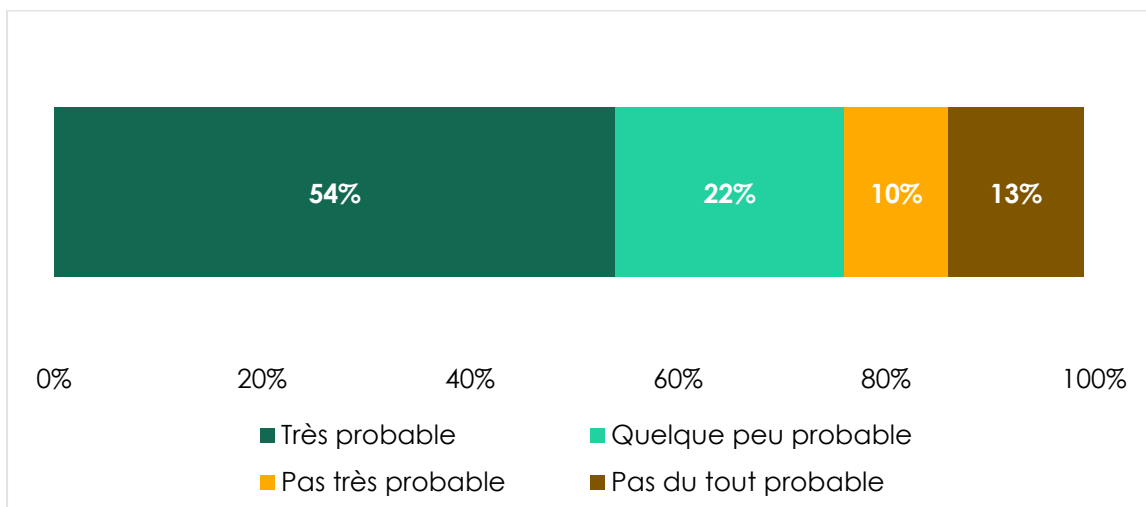
Figure 13 : Professionnalisme de la police | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : À votre avis, à quelle fréquence la police en Guinée agit de façon professionnelle et respecte les droits de tous les citoyens ?

Aux yeux des Guinéens, le traitement des cas de violence basées sur le genre (VBG) est l'un des domaines dans lequel la police assure bien son professionnalisme. En effet, les trois quarts (76%) des répondants trouvent qu'il est « quelque peu probable » (22%) ou « très probable » (54%) que la police prenne au sérieux la plainte de toute victime de VBG qui se présente à elle (Figure 14).

Figure 14 : Prise au sérieux des plaintes de VBG par la police | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Si une femme de votre communauté se présente à la police pour signaler un incident de violence fondée sur le sexe, par exemple, pour signaler un viol ou une violence conjugale, dans quelle mesure est-il probable ou improbable que les choses suivantes se produisent : Sa situation sera prise au sérieux par la police ?

Performance du gouvernement dans la lutte contre l'insécurité

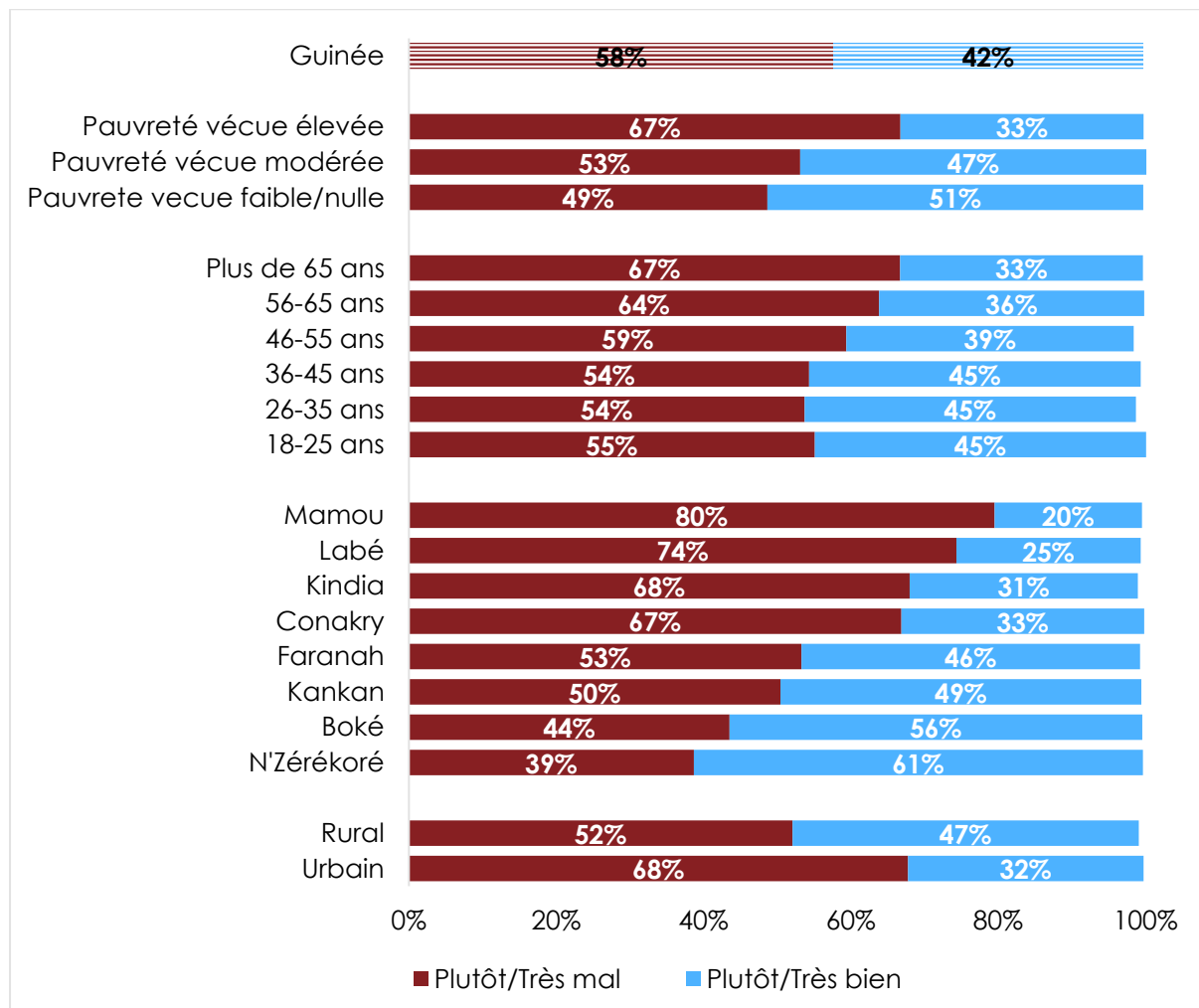
Globalement, les Guinéens ne sont pas satisfaits des performances de leur gouvernement en matière de sécurité. La majorité (58%) d'entre eux désapprouvent les efforts déployés par les gouvernants actuels pour lutter contre la criminalité (Figure 15).

Les résidents de Mamou (80%), les citoyens (68%) et les non nantis (67%)¹ sont plus enclins à ne pas être satisfaits des performances du gouvernement en matière de sécurité.

L'insatisfaction augmente avec l'âge des répondants, allant de 54%-55% des plus jeunes à 67% des plus âgés.

Figure 15 : Performance du gouvernement dans la réduction de la criminalité

| par groupe démographique | Guinée | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la criminalité, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Conclusion

Globalement, les citoyens guinéens déplorent un manque de professionnalisme dans les rangs de leur force de police qui est souvent marquée par des comportements brutaux, inappropriés et même criminels. L'accès aux services de la police reste difficile à beaucoup de Guinéens, qui sont souvent contraints de payer des pots-de-vin avant d'obtenir ce dont ils ont besoin ou pour éviter des problèmes.

Le sentiment d'insécurité est croissant parmi les citoyens, dont la majorité n'approuvent pas la réponse apportée par le gouvernement à la question de la criminalité.

Aux yeux de beaucoup de citoyens, l'image des forces de l'ordre est associée à la violence, à la corruption, à leur implication dans des activités illicites.

Ces résultats suggèrent une prise en compte des préoccupations sécuritaires des populations, en faisant de la lutte contre la corruption et l'impunité une priorité et en rapprochant la police des usagers.

Références

- Amnesty International. (2020). Guinée : Marcher et mourir. Urgence de justice pour les victimes de répression des manifestations en Guinée.
- Bangoura, M. (2021). Lutte contre l'insécurité galopante en Guinée : Ce qu'il faut, selon Damantang. Guineenews. 2 avril.
- De Lagasnerie, G. (2020). Qu'appelle-t-on « violences policières » ? Le Club de Médiapart. 9 juin.
- Diallo, D. (2023). Braquages routiers à Mamou en 2022 : Synthèse globale de tous les cas enregistrés. Guineenews. 12 février.
- Kos, D. (2014). Combattre la corruption pour rétablir la confiance. Forum de l'OCDE.
- Kum, P. (2022). Guinée / Manifestations contre la junte : Trois morts, plusieurs blessés et de nombreuses arrestations. Agence Anadolu. 21 octobre.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Raynal, M. (2023). Guinée : La menace des coupeurs de route du Fouta-Djalou. RFI. 8 février.
- République de Guinée. (1991). Loi organique L/91/002/CTRN du 23 décembre 1991 portant charte des partis politiques.
- République de Guinée. (2020). Constitution guinéenne.
- République de Guinée. (2021). Charte de la transition.
- Senepus. (2015). Accusé d'usage excessif de la force, le gouvernement se défend. 4 août.
- Transparency International. (2020). La corruption de la police se propage elle aussi telle une pandémie. 23 septembre.

Djiba Kaba est le point focal des activités d'Afrobarometer à Stat View International.
E-mail : kabadjiba4@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 654 d'Afrobarometer | 20 juin 2023